



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination, du pilotage,
de l'appui territorial et de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE/95

**portant mise en demeure à l'encontre de la société ERNEST SOULARD pour les
activités qu'elle exploite à L'OIE
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6 ; L. 171-8 ; L.172-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-1078 du 22 novembre 2012 autorisant la société ERNEST SOULARD à poursuivre l'exploitation de son unité de production d'aliments pour animaux à L'OIE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 février 2025 relatif au contrôle réalisé le 13 décembre 2024, établi conformément à l'article L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 17 décembre 2024 transmettant le dernier rapport de contrôle sur les courants vagabonds et indiquant la réalisation d'un nouveau contrôle en 2025 ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courriel en date du 13 mars 2025 ;

VU les observations de l'exploitant en date du 13 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 qui prévoit : «[...] L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté »

CONSIDÉRANT qu'à la suite de l'inspection du 13 décembre 2024, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 17 décembre 2024 le rapport de vérification des liaisons équipotentielles en date du 16 février 2022, permettant de statuer sur les effets liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds ;

CONSIDÉRANT que dans ce courriel, il est indiqué que la fréquence de contrôle prévue est triennale et que le prochain contrôle est prévu en 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'aucun avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds n'a été réalisé en 2023 et 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'une fréquence de vérification triennale ne permet pas de respecter les dispositions de l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 28 novembre 2012, qui prévoit a minima la transmission d'un rapport annuel ;

CONSIDÉRANT que cela constitue un non-respect de cet article et qu'il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ERNEST SOULARD de respecter les dispositions de l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 en ce qui concerne la fréquence de contrôle ;

CONSIDÉRANT qu'afin de vérifier le respect de la fréquence de contrôle, il convient de s'assurer que l'exploitant procède au contrôle des effets liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds pendant deux années consécutives et qu'un délai de quatre mois pour la transmission du premier rapport de vérification au titre de l'année 2025 et un délai d'une année pour le second rapport, à compter de la date de réalisation du rapport au titre de l'année 2025, apparaissent suffisants.

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société ERNEST SOULARD, dont le siège social est situé Rue de l'Industrie - ZA des landes à L'OIE, est mise en demeure, pour l'usine de fabrication d'aliments qu'elle exploite sur la zone industrielle Les Landes à L'OIE, de respecter la fréquence de contrôle prévue à l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 susvisé.

Pour cela, l'exploitant transmet deux rapports consécutifs des contrôles annuels prévus à l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 :

- le premier rapport, établi au titre de l'année 2025, est transmis dans un délai inférieur à 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral,
- le second rapport, portant sur l'année 2026, est transmis dans un délai n'excédant pas une année à compter de la réalisation du premier rapport, et au plus tard dans un délai de 16 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Article 2. Respect de la mise en demeure

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 dans les délais prévus par cet article.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais indiqués, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'État de la Vendée, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de L'OIE et pourra y être consultée.

Article 4.3 Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société ERNEST SOULARD, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 21 MARS 2025

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Nadia SEGHIER

Arrêté n°2025-DCPATE/95

portant mise en demeure à l'encontre de la société ERNEST SOULARD pour ses activités qu'elle exploite à L'OIE